

Comptes consolidés semestriels résumés

Orano

30 juin 2022

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2022	1 ^{er} semestre 2021
CHIFFRE D'AFFAIRES		2 142	1 883
Coût des produits et services vendus		(1 730)	(1 557)
MARGE BRUTE		411	327
Frais de recherche et développement		(51)	(48)
Frais commerciaux		(20)	(18)
Frais généraux		(51)	(57)
Autres produits opérationnels	4	65	37
Autres charges opérationnelles	4	(39)	(43)
RESULTAT OPERATIONNEL		315	198
Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées	12	(1)	5
Résultat opérationnel après quote-part des résultats des coentreprises et entreprises associées		315	203
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		4	4
Coût de l'endettement financier brut		(72)	(74)
Coût de l'endettement financier net		(67)	(69)
Autres produits financiers		751	564
Autres charges financières		(1 256)	(319)
Autres produits et charges financiers	6	(504)	245
RESULTAT FINANCIER		(572)	176
Impôts sur les résultats	7	(41)	(29)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		(298)	350
RESULTAT NET PART DU GROUPE		(359)	316
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE		61	34

RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021
RESULTAT NET	(298)	350
Autres éléments non recyclables au compte de résultat	103	45
Réévaluation du passif net au titre des engagements à prestations définies	105	40
Effet d'impôt relatif aux autres éléments non recyclables	(1)	(1)
Quote-part des autres éléments non recyclables des coentreprises et entreprises associées, nets d'impôts	(1)	5
Autres éléments recyclables au compte de résultat	(30)	3
Ecart de conversion	152	70
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	(187)	(66)
Effet d'impôt relatif aux autres éléments recyclables	4	(1)
Quote-part des autres éléments recyclables des coentreprises et entreprises associées, nets d'impôts	(0)	-
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	73	48
RESULTAT GLOBAL	(226)	397
- Part du groupe	(285)	362
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	59	35

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2022	31 décembre 2021
ACTIFS NON COURANTS		19 052	20 517
Goodwill	8	1 345	1 268
Immobilisations incorporelles	9	1 298	1 226
Immobilisations corporelles	9	8 471	9 010
Droit d'utilisation – contrats de location	10	82	83
Actifs de fin de cycle (part tiers)	11	100	110
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	11	7 435	8 513
Titres des coentreprises et entreprises associées	12	13	12
Autres actifs non courants	13	169	161
Actifs d'impôts différés		139	133
ACTIFS COURANTS		4 356	4 428
Stocks et en-cours		1 441	1 428
Clients et comptes rattachés		797	639
Actifs sur contrats		110	94
Autres créances opérationnelles		560	610
Autres créances non opérationnelles		44	40
Impôts courants – actif		34	69
Autres actifs financiers courants	13	315	315
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	1 054	1 232
TOTAL ACTIF		23 407	24 945

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2022	31 décembre 2021
Capital	15	132	132
Primes et réserves consolidées		1 626	1 990
Réévaluation du passif net au titre des engagements à prestations définies		(123)	(225)
Gains et pertes latents sur instruments financiers		(169)	12
Réserves de conversion		119	(34)
Capitaux propres – part du groupe		1 585	1 876
Participations ne donnant pas le contrôle		(3)	(18)
CAPITAUX PROPRES		1 583	1 858
PASSIFS NON COURANTS		11 243	13 186
Avantages du personnel	16	438	526
Provisions pour opérations de fin de cycle	11	8 177	9 249
Autres provisions non courantes	17	370	406
Quote-part de situation nette déficitaire des coentreprises et entreprises associées	12	27	20
Dettes financières non courantes	18	2 163	2 915
Dettes de location non courantes		68	69
Passifs d'impôts différés		2	2
PASSIFS COURANTS		10 582	9 901
Provisions courantes	17	2 245	2 444
Dettes financières courantes	18	979	526
Dettes de location courantes		24	23
Fournisseurs et comptes rattachés		908	851
Passifs sur contrats		5 329	5 175
Autres dettes opérationnelles		1 069	857
Autres dettes non opérationnelles		11	3
Impôts courants - passif		15	22
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		23 407	24 945

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2022	1 ^{er} semestre 2021
Résultat net		(298)	350
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois		236	243
Dotation nette (reprise nette) aux provisions		(128)	(172)
(Versements) / remboursements des assureurs sur actifs de couverture des passifs sociaux		44	1
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions		(482)	263
Charge d'impôts (courants et différés)		41	29
Intérêts courus nets compris dans le coût de l'endettement financier		68	67
Perte (profit) sur cession d'actifs immobilisés et variation de juste valeur des actifs financiers	4 et 6	1 013	(514)
Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées	12	1	(5)
Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées et quote-part des résultats versés des GIE		12	12
Autres éléments sans effet de trésorerie		(64)	3
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts		442	277
Intérêts nets reçus (versés)		(71)	(78)
Intérêts nets versés sur dette de loyer		(1)	(2)
Impôts versés		(7)	(19)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts		363	178
Variation du besoin en fonds de roulement		70	362
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		433	540
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(307)	(253)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		7	6
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise		0	2
Acquisitions d'actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle		(1 341)	(693)
Cessions d'actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle		1 408	772
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	13	0	3
Prêts accordés aux coentreprises et entreprises associées		-	(23)
Remboursement de prêts des coentreprises et entreprises associées		0	-
Acquisitions d'autres actifs financiers		(8)	(3)
Cessions d'autres actifs financiers		1	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(240)	(188)
Augmentations de capital souscrites par les participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		(57)	(3)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(39)	-
Remboursement des dettes de loyer	10	(11)	(11)
Augmentation des dettes financières	18	-	-
Diminution des dettes financières	18	(216)	(715)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(322)	(730)
Impact des variations de taux de change		13	1
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		(116)	(377)
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice		1 109	1 484
Trésorerie à la clôture	14	1 054	1 168
Moins : concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	18	(62)	(61)
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice		993	1 107

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Nombre d'actions	Capital (Note 15)	Primes et Réserves consolidées	Réévaluation du passif net au titre des engagements à prestations définies	Gains et pertes latents sur instruments financiers	Réserves de conversion	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>									
1^{ER} JANVIER 2021 *	264 152 778	132	1 320	(243)	160	(186)	1 183	(75)	1 109
Résultat du 1 ^{er} semestre 2021			316				316	34	350
Autres éléments du résultat global				44	(67)	69	47	1	48
Résultat global			316	44	(67)	69	362	35	397
Dividendes distribués							-	(5)	(5)
Autres variations **			1	(3)		2	(1)	(5)	(6)
30 JUIN 2021 *	264 152 778	132	1 637	(202)	93	(115)	1 545	(50)	1 496
31 DECEMBRE 2021	264 152 778	132	1 990	(225)	12	(34)	1 876	(18)	1 858
Résultat du 1 ^{er} semestre 2022			(359)				(359)	61	(298)
Autres éléments du résultat global				102	(181)	153	74	(1)	73
Résultat global			(359)	102	(181)	153	(285)	59	(226)
Dividendes distribués								(44)	(44)
Autres variations ***			(6)				(6)	(1)	(6)
30 JUIN 2022	264 152 778	132	1 626	(123)	(169)	119	1 585	(3)	1 583

* En application de la décision de l'IFRS IC concernant l'attribution des avantages postérieurs à l'emploi aux périodes de services (norme IAS 19), les données comparatives au 30 juin 2021 ont été retraitées par rapport aux données publiées dans les états financiers semestriels 2021 à hauteur de 20 millions d'euros en primes et réserves consolidées.

** les autres variations du 1er semestre 2021 s'expliquent principalement par les acquisitions de titres de Cominak et d'AREVA Mongol LLC

*** les autres variations du 1er semestre 2022 comprennent les retraitements liés à l'application de la décision de l'IFRS IC concernant la comptabilisation des coûts de développement des logiciels en mode SAAS (norme IAS 38) pour (6) millions d'euros (cf. notes 2 et 9).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2022

Tous les montants sont présentés en millions d'euros, sauf indication contraire. Certains totaux peuvent présenter des écarts d'arrondis.

NOTE 1 - EVENEMENTS MARQUANTS DE LA PERIODE

Impacts de la guerre en Ukraine

A fin juin, les impacts directs du conflit Ukraine-Russie sur les volumes de ventes et d'achats du groupe sont très limités. Orano n'exerce aucune activité sur les territoires de Russie et d'Ukraine, et ne dispose d'aucun établissement ou d'employé localement. Dès février, Orano a sans délai mis en place une cellule dédiée pour s'assurer en permanence du complet respect des sanctions édictées par les autorités nationales et internationales à l'encontre de la Russie. Un processus spécifique de contrôle d'approbation préalable des opérations du groupe demeurant autorisées a été immédiatement activé. Le volume d'affaires à destination de la Russie est marginal au regard du chiffre d'affaires total du groupe et représente moins de 2% des échanges sur une base annuelle et 0,05% du carnet de commandes à fin juin 2022.

A fin juin, la guerre en Ukraine n'affecte pas la valeur des actifs industriels du groupe ni la continuité d'exploitation de ses activités.

Evolution des prix de marché de l'uranium, de la conversion et de l'enrichissement

Les prix de marché de l'uranium et des services de conversion et d'enrichissement ont très largement augmenté au cours du 1^{er} semestre 2022, notamment en raison du conflit en Ukraine. Le cours à long terme de l'uranium est passé de 35 dollars américains par livre d'U3O8 en fin d'année dernière à près de 50 dollars américains par livre à fin juin 2022. Les hausses sont également significatives pour la conversion et l'enrichissement. Le prix à long terme de la conversion s'établit ainsi à 26,4 dollars américains par kilogramme d'uranium à fin juin 2022, contre 18 dollars américains par kilogramme d'uranium fin 2021. Les prix à long terme de l'enrichissement ont quant à eux plus que doublé, passant de 63 dollars américains par Unité de Travail de Séparation (« UTS ») fin 2021 à 132 dollars américains par UTS à fin juin 2022.

Performance des marchés financiers

Au terme de ce 1^{er} semestre 2022, tous les marchés s'inscrivent en net repli tant sur les actions que les obligations, le conflit en Ukraine ayant significativement impacté l'économie et engendré des pressions inflationnistes fortes.

De surcroît, le resserrement monétaire des banques centrales a provoqué, durant le semestre, un mouvement très marqué à la hausse des taux d'intérêt. A titre d'exemple, le rendement français à 10 ans a franchi 2,4 %, un seuil qui n'avait plus été atteint depuis 2014. Dans ce contexte, les marchés actions ont également vivement reculé au cours des six derniers mois. Ces évolutions impactent notamment la valorisation des actifs dédiés et l'actualisation des provisions.

Situation de Katco

A la suite du litige entre Katco et le ministère de l'Énergie kazakh relatif à l'avenant 10 au contrat d'utilisation du sous-sol portant sur le développement et la mise en exploitation du gisement de South Tortkuduk, dans le cadre de leur démarche de conciliation visant à régler la situation, les parties ont convenu en mai 2022 d'un accord de règlement et se sont entendues sur le texte de l'avenant 10 au contrat d'utilisation du sous-sol.

L'accord trouvé est actuellement dans le processus administratif Kazakhstanaï de revue et d'approbation dans l'objectif d'un décret gouvernemental autorisant sa signature, mettant ainsi un terme à la période d'incertitude concernant le démarrage du Projet South Tortkuduk (cf. note 22).

Acquisitions sur la période

Le 30 mars, Orano Projets a pris une participation majoritaire dans CERIS Group, société spécialisée dans l'ingénierie santé-pharma, et acquis le 29 avril la société d'ingénierie Inevo Group pour développer ses activités d'ingénierie dans les secteurs de la santé, pharmacie, chimie fine, biotechnologie et cosmétique. Ces deux opérations confirment la volonté d'Orano Projets de devenir un acteur de référence de l'ingénierie dans ces différents secteurs. Les prix d'acquisition s'élèvent à 0,6 million d'euros pour CERIS Group et à 8 millions d'euros pour Inevo Group. L'allocation des écarts d'acquisition sera réalisée dans les 12 prochains mois.

Le 18 mai, Orano Canada Inc. et Cameco Corporation ont racheté conjointement la participation d'Idemitsu Canada Resources dans l'activité conjointe de Cigar Lake au Canada. A la suite de cette opération, Cameco détient 54,547 % de l'activité conjointe de Cigar Lake, Orano Canada Inc. 40,453 % et TEPCO 5 %. Le prix d'acquisition s'élève à 80 millions de dollars canadiens pour la part acquise par Orano. Cette opération a été comptabilisée en acquisition d'une activité en cohérence avec la définition d'un regroupement d'entreprises. L'allocation de l'écart d'acquisition sera réalisée dans les 12 prochains mois.

NOTE 2 - ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET PRINCIPES COMPTABLES

Estimations et jugements

Pour établir ses états financiers consolidés, Orano doit procéder à des estimations, faire des hypothèses et recourir à des jugements qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs ou de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Orano revoit ses estimations et jugements de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes qui pourraient advenir notamment dans le contexte de la crise sanitaire et économique actuelle, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles, en particulier dans les domaines suivants :

- les marges prévisionnelles sur les contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement : ces estimations sont réalisées par les équipes projet et revues par la direction conformément aux procédures du groupe (cf. note 17) ;
- les flux de trésorerie prévisionnels et les taux d'actualisation et de croissance utilisés pour réaliser les tests de perte de valeur du goodwill et des autres actifs corporels et incorporels (cf. notes 8 et 9) ;
- l'ensemble des hypothèses utilisées pour évaluer les engagements de retraite et autres avantages du personnel, notamment les taux d'évolution des salaires et d'actualisation, l'âge de départ des employés et la rotation des effectifs (cf. note 16) ;
- l'ensemble des hypothèses utilisées pour évaluer les provisions pour opérations de fin de cycle (cf. note 11) et, le cas échéant les actifs correspondant à la quote-part financée par les tiers, notamment :
 - les devis prévisionnels de ces opérations,
 - les taux d'inflation et d'actualisation,
 - l'échéancier prévisionnel des dépenses,
 - la durée d'exploitation des installations,
 - le scénario retenu au regard de la connaissance de l'état initial des installations, de l'état final visé et des filières de traitement et d'évacuation des déchets et de leur disponibilité,
 - les modalités de mise à l'arrêt définitif,
 - les exigences de sûreté et évolutions réglementaires ;
- les hypothèses utilisées pour évaluer l'existence de provisions ou passifs éventuels au titres des matières nucléaires propriété du groupe : les devis prévisionnels de ces opérations, l'échéancier prévisionnel des dépenses et les taux d'inflation et d'actualisation (cf. notes 17 et 22) ;
- les estimations et jugements relatifs à l'issue des litiges en cours, et de manière générale à l'ensemble des provisions et passifs éventuels d'Orano (cf. note 22) ;
- les estimations et jugements relatifs à la recouvrabilité des créances dues par les clients et des autres actifs financiers ; et
- la prise en compte des perspectives de résultats imposables futurs permettant la reconnaissance des impôts différés actifs (cf. note 7).

Préparation des états financiers

Les comptes consolidés au 30 juin 2022, arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 juillet 2022, ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2021.

Méthodes spécifiques liées à l'établissement des comptes intermédiaires

- Orano applique la méthodologie prescrite par la norme IAS 34 pour déterminer la charge d'impôt de la période intermédiaire. Celle-ci est calculée en appliquant au résultat avant impôt de cette période le taux effectif d'impôt moyen estimé pour l'exercice pour chaque juridiction fiscale. Un taux d'impôt différent est cependant retenu pour les catégories de revenus soumis à des taux d'impôts spécifiques, tels que les résultats de cessions de titres soumis au régime des plus-values à long terme.
- La charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est calculée à partir du taux d'actualisation déterminé au 31 décembre 2021. En application de cette méthode, Orano a calculé la charge du 1^{er} semestre 2022 au titre du coût des services rendus de la période, la charge de désactualisation de la provision et le produit relatif au rendement attendu des actifs de couverture en utilisant les hypothèses actuarielles déterminées au 31 décembre 2021 conformément à la norme IAS 19. Les modifications d'hypothèses actuarielles prises en compte pour l'évaluation des passifs sociaux au 30 juin 2022 sont comptabilisées en « Autres éléments du résultat global » pour la quasi-totalité de leur montant.

Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2022 sont identiques à ceux décrits dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2021. Ils ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS, tel que publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et tel qu'adopté dans l'Union européenne au 30 juin 2022.

Les normes et interprétations du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm

Le groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétation publiés par l'IASB dont l'application est optionnelle ou non en vigueur au sein de l'Union européenne au 30 juin 2022.

Normes, amendements et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2022

- décision de l'IFRS IC relatif à la comptabilisation des contrats en mode SAAS (IAS 38). La décision de l'IFRIC ayant un impact non significatif, les données ont été retraitées sur l'exercice 2022 (cf. la variation des capitaux propres et note 9) ;
- amendement à IAS 16 relatif à la comptabilisation des produits générés avant la mise en service ;
- amendement à IAS 37 relatif aux coûts à prendre en compte pour comptabiliser une provision pour contrat déficitaire ;
- amendement à IFRS 3 « Référence au cadre conceptuel » ; et
- améliorations annuelles 2018 - 2020 relatives à IFRS 9 et IFRS 16.

Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne ne nécessitant pas encore d'application obligatoire et non appliquées par anticipation

- amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers – classement des dettes en courant ou non courant » et « Information à fournir sur les principes et méthodes comptables » ;
- amendement à IAS 8 « Définition d'une estimation comptable » ;
- amendement à IAS 12 « Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction » et ;
- amendement à l'IFRS 17 « Contrats d'assurance ».

Ces amendements et améliorations n'ont pas été appliqués par anticipation au 1^{er} janvier 2022. Le groupe est en cours d'analyse sur les incidences potentielles de ces amendements.

NOTE 3 - INFORMATIONS SECTORIELLES

PAR SECTEUR D'ACTIVITE

1^{er} semestre 2022

<i>(en millions d'euros)</i>	Mines	Amont	Aval	Corporate, autres activités et éliminations	Total
Chiffre d'affaires brut	749	556	921	(85)	2 142
Ventes inter - secteurs	(3)	(29)	(63)	95	-
Chiffre d'affaires contributif	746	527	858	10	2 142
Résultat Opérationnel avant activité de fin de cycle	186	170	(18)	(12)	326
Résultat des activités de fin de cycle	-	(6)	(4)	-	(10)
Résultat Opérationnel	186	164	(22)	(12)	315
Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées	-	-	-	-	(1)
Résultat Financier	-	-	-	-	(572)
Impôts sur les résultats	-	-	-	-	(41)
Résultat net	-	-	-	-	(298)
EBITDA *	282	221	93	0	596
<i>% du CA brut</i>	37,6 %	39,7 %	10,1 %	n.a.	27,8 %

* (cf. note 5)

Sur le 1^{er} semestre 2022, le groupe a réalisé environ 54 % de son chiffre d'affaires avec le groupe EDF.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert du contrôle de la matière pour les secteurs Mines et Amont, et majoritairement à l'avancement pour le secteur Aval.

1^{er} semestre 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Mines	Amont	Aval	Corporate, autres activités et éliminations	Total
Chiffre d'affaires brut	667	465	839	(88)	1 883
Ventes inter - secteurs	(6)	(29)	(62)	96	-
Chiffre d'affaires contributif	662	436	778	8	1 883
Résultat Opérationnel avant activité de fin de cycle	183	69	(44)	(5)	203
Résultat des activités de fin de cycle	-	(0)	(5)	-	(5)
Résultat Opérationnel	183	69	(49)	(5)	198
Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées	-	-	-	-	5
Résultat Financier	-	-	-	-	176
Impôts sur les résultats	-	-	-	-	(29)
Résultat net	-	-	-	-	350
EBITDA *	252	135	20	8	415
% du CA brut	37,7 %	29,0 %	2,4 %	n.a.	22,0 %

* (cf. note 5)

Sur le 1^{er} semestre 2021, le groupe a réalisé environ 50 % de son chiffre d'affaires avec EDF.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE DE LOCALISATION DES CLIENTS

1^{er} semestre 2022

<i>(en millions d'euros)</i>	Mines	Amont	Aval	Corporate et autres activités	Total
France	411	243	627	5	1 286
Europe (hors France)	74	58	68	4	204
Amérique	76	115	79	0	270
Asie Pacifique	159	111	84	0	354
Afrique et Moyen-Orient	27	0	1	-	28
TOTAL	746	527	858	10	2 142

1^{er} semestre 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Mines	Amont	Aval	Corporate et autres activités	Total
France	312	210	546	4	1 073
Europe (hors France)	72	40	78	4	193
Amérique	112	102	74	-	289
Asie Pacifique	148	84	79	0	310
Afrique et Moyen-Orient	18	0	1	-	19
TOTAL	662	436	778	8	1 883

NOTE 4 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Autres produits opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021
Profits sur cessions d'actifs non financiers	-	1
Reprise perte de valeur sur actifs	30	-
Autres produits	35	37
Total autres produits opérationnels	65	37

Sur le 1^{er} semestre 2022, la reprise de perte de valeurs concerne les actifs industriels de l'UGT Conversion (cf. note 9). Les autres produits comprennent une indemnité d'assurance provisionnelle au titre de frais supplémentaires induits par le défaut de certains cristallisoirs de l'usine de Philippe Coste en 2021 à hauteur de 21 millions d'euros.

Sur le 1^{er} semestre 2021, les autres produits comprennent des résultats de change sur opérations commerciales ainsi que des reprises de provisions non utilisées.

Autres charges opérationnelles

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021
Pertes sur cessions d'actifs non financiers	-	(0)
Perte de valeurs sur autres actifs (hors goodwill)	(5)	(1)
Coûts de démantèlement nets des dotations / reprises de provisions pour opérations de fin de cycle	(10)	(5)
Autres charges	(24)	(37)
Total autres charges opérationnelles	(39)	(43)

Sur le 1^{er} semestre 2022, les autres charges comprennent une provision pour risques de versement d'une indemnité contractuelle à hauteur de 14 millions d'euros.

Sur le 1^{er} semestre 2021, les autres charges comprennent principalement :

- 10 millions d'euros de charges liées au report des travaux de mise en exploitation des sites miniers d'Imouraren et de Trekkopje, ainsi qu'à l'entretien d'infrastructures ; et
- 23 millions d'euros liés à l'acquisition des passifs nets de Cominak.

NOTE 5 - ETAT DE PASSAGE DU RESULTAT OPERATIONNEL A L'EBITDA

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021
Résultat Opérationnel	315	198
Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur nettes de reprises des immobilisations incorporelles	46	35
Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur nettes de reprises des immobilisations corporelles	179	195
Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur nettes de reprises des droits d'utilisation – contrats de location	12	13
Résultat de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(0)	(1)
Effets liés aux prises et pertes de contrôle	-	23
Pertes et profits sur contrats de location d'actifs	(0)	-
Dotations aux provisions nettes de reprises *	(118)	(169)
(Versements) / remboursements des assureurs sur actifs de couverture des passifs sociaux	44	1
Coûts des opérations de fin de cycle effectuées	119	119
EBITDA	596	415

* à l'exception des dotations et reprises sur l'actif circulant

NOTE 6 - RESULTAT FINANCIER

Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut à fin juin 2022 comprend les charges d'intérêts relatives aux emprunts obligataires pour un montant de 52 millions d'euros (contre 59 millions d'euros au 30 juin 2021).

La charge d'intérêts relatifs à IFRS 16 encourue sur le premier semestre 2022 s'élève à 1 millions d'euros (identique au 30 juin 2021).

Autres charges et produits financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021
Variation de juste valeur par résultat des actifs financiers de couverture	(1 011)	513
Dividendes reçus	46	40
Produits de désactualisation des actifs de démantèlement	2	2
Charges de désactualisation des provisions sur opérations de fin de cycle	(163)	(139)
Effets des changements de taux d'actualisation et d'inflation	453	(65)
Part liée aux opérations de fin de cycle	(673)	351
Résultat de change	15	7
Variation de juste valeur par résultat des titres non dédiés	(2)	1
Intérêts sur avances	(41)	(34)
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(2)	(2)
Effets de la désactualisation et des changements de taux d'actualisation et d'inflation sur les dettes et autres provisions nettes	193	(60)
Autres produits financiers	9	2
Autres charges financières	(1)	(19)
Part non liée aux opérations de fin de cycle	169	(106)
Autres charges et produits financiers	(504)	245

Sur le 1^{er} semestre 2022, les autres produits financiers sont principalement constitués du report/déport sur les instruments financiers de couverture de change.

Sur le 1^{er} semestre 2021, les autres charges financières sont principalement constituées du report/déport sur les instruments financiers de couverture de change.

NOTE 7 - IMPOTS

La charge d'impôt s'élève à 41 millions d'euros au premier semestre 2022 (contre 29 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021).

NOTE 8 - GOODWILL

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2021	Acquisitions	Cessions	Pertes de valeur	Ecart de conversion et autres	30 juin 2022
Mines	851				76	928
Amont	161					161
Aval	256				0	256
Total	1 268	-	-	-	77	1 345

Mines

Malgré une augmentation du cours spot de l'uranium, le groupe a pris la décision, compte tenu du contexte économique incertain, de réaliser un test de perte de valeur pour les actifs du groupe d'UGT de la BU Mines.

La valeur recouvrable du groupe d'UGT de la BU Mines est déterminée à partir de sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité des activités minières est calculée en utilisant les données prévisionnelles de toute la période allant jusqu'au terme prévu des activités d'extraction des mines existantes (Canada, Kazakhstan, Niger) et de leur commercialisation (soit au plus tard jusqu'en 2045), sans prendre en compte d'année normative. Cette valeur d'utilité est obtenue en actualisant les flux de trésorerie futurs prévisionnels par mine à des taux compris entre 7,50 % et 11,00 % (entre 7,00 % et 11,00 % au 31 décembre 2021) et sur la base des taux de change au 30 juin 2022.

Les flux de trésorerie futurs ont été déterminés en utilisant, pour la composante fixe du carnet de commandes, les prix fixés contractuellement et, pour la composante variable, les prix de marché basés sur la courbe prévisionnelle de prix établie par Orano. La courbe prévisionnelle de prix est également utilisée pour la partie des ventes non encore contractualisée. Cette courbe de prix est fondée notamment sur la vision d'Orano de l'évolution de l'offre (mines d'uranium et ressources secondaires) et de la demande d'uranium (liée à la consommation du parc mondial de centrales nucléaires à l'horizon de la courbe et à la politique d'achat des électriciens concernés).

La valeur d'utilité ainsi déterminée est supérieure à la valeur nette comptable des actifs du groupe d'UGT Mines, et le test n'entraîne donc pas de dépréciation du goodwill.

La valorisation reste sensible aux taux d'actualisation, aux parités de change ainsi qu'aux anticipations des prix futurs de l'uranium. Les impacts de l'utilisation de taux d'actualisation supérieurs de 50 points de base, d'un taux de change euro/dollar américain plus élevé de 5 centimes, d'hypothèses de prix de vente inférieures de 5 dollars par livre d'uranium par rapport aux courbes prévisionnelles de prix établies par Orano sur toute la période des plans d'affaires, pris individuellement ou cumulés, n'entraîneraient pas de dépréciation du goodwill alloué au groupe d'UGT de la BU Mines.

L'analyse de sensibilité aux hypothèses de prix de vente a été réalisée sans prendre en compte une révision des quantités d'uranium économiquement exploitables ainsi que des plannings de production découlant de cette variation de prix.

En outre, les tests de dépréciation et de sensibilité ont été réalisés dans une hypothèse de continuité d'exploitation au Kazakhstan (cf. notes 1 et 22).

Amont

Dans le secteur Amont, le goodwill est porté par l'activité enrichissement. Compte tenu de l'absence d'indice de perte de valeur identifié pour cette activité, le groupe n'a pas réalisé de test de valeur au 30 juin 2022.

Aval

Dans le secteur Aval, le goodwill est porté par la BU Recyclage à hauteur de 172 millions d'euros, par la BU NPS à hauteur de 69 millions d'euros et par la BU DS à hauteur de 15 millions d'euros. Compte tenu de l'absence d'indice de perte de valeur pour cette activité au cours du 1^{er} semestre, le groupe n'a pas réalisé de test de valeur.

NOTE 9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES

(en millions d'euros)	31 décembre 2021	Acquisition:	Cession:	Dotations nettes aux amortissements / * Pertes de valeur	Ecarts de conversion	Autres variations **	30 juin 2022
Frais de recherches minières	777	15	-	(36)	46	47	850
Frais de R&D	0	-	-	(0)	-	-	0
Droits miniers	0	-	-	(0)	-	(0)	0
Concessions & brevets	299	0	-	(4)	0	(0)	295
Logiciels	48	0	(0)	(5)	0	10	53
Autres	27	(0)	(1)	(1)	(0)	1	27
En cours	75	24	-	0	0	(27)	73
Total	1 226	39	(1)	(46)	47	32	1 298

* Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur le 1^{er} semestre 2022 ;

** Les autres variations comprennent l'entrée de périmètre dans l'activité conjointe de Cigar Lake (cf. note 1) pour 39 millions d'euros et le retraitement lié à la décision de l'IFRS IC concernant la comptabilisation des coûts de développement des logiciels en mode SAAS (norme IAS 38) pour (7) millions d'euros.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES

(en millions d'euros)	31 décembre 2021	Acquisition:	Cession:	Dotations nettes aux amortissements / * Pertes de valeur	Ecarts de conversion	Autres variations **	30 juin 2022
Terrains	76	0	(0)	(0)	3	1	80
Constructions	910	5	-	(26)	10	11	909
Installations, matériels et outillage industriels	5 135	12	(0)	(146)	45	58	5 105
Actifs de démantèlement – part groupe	928	-	-	14	0	(656)	286
Autres	305	2	(0)	(13)	5	(66)	234
En cours	1 657	264	(5)	(8)	2	(53)	1 857
Total	9 010	283	(5)	(179)	65	(704)	8 471

* Dont 25 millions d'euros de reprise de perte de valeur nette des dotations

** Dont (655) millions d'euros en actifs de démantèlement – part groupe et (7) millions d'euros sur les actifs sous-jacents liés à la hausse du taux d'actualisation réel des provisions de fin de cycle (cf. note 11)

ACTIFS INDUSTRIELS DE L'UGT CONVERSION

L'UGT Conversion inclut les actifs industriels de Malvési et Philippe Coste.

Un test de dépréciation a été réalisé au 30 juin 2022 sur les actifs industriels de la conversion étant donné l'évolution positive sur le semestre des indices des prix de la conversion. Ce test de valeur a donné lieu à la comptabilisation d'une reprise de dépréciation de 30 millions d'euros. La valeur nette comptable des actifs industriels s'établit ainsi à 576 millions d'euros.

La valeur d'utilité de l'UGT Conversion est évaluée au 30 juin 2022 en utilisant un taux d'actualisation de 7,5 % (contre 7,1 % au 30 juin 2020, date de réalisation du dernier test), un taux de change euro/dollar américain de 1,04 correspondant au taux du 30 juin 2022 (contre 1,12 au 30 juin 2020) et des hypothèses de prix de vente des unités de conversion résultant de l'analyse par Orano de l'évolution prévisible à moyen et long terme de l'équilibre entre l'offre et la demande. Les hypothèses de construction de courbes de prix révisées ont amené Orano à considérer qu'à partir de 2030, les prix seraient déterminés en euros.

Par ailleurs, le résultat du test reste sensible au taux d'actualisation, aux anticipations des prix à long terme de la conversion, ainsi qu'à la parité euro/dollar américain. La valeur d'utilité des actifs industriels de la conversion se dégraderait à hauteur des montants suivants en cas d'utilisation :

- d'un taux d'actualisation supérieurs de 50 points de base (soit 8,0 % au lieu de 7,5 %) : 10 millions d'euros ;
- des hypothèses de prix de vente inférieures d'un euro par kilogramme d'uranium converti par rapport aux courbes prévisionnelles de prix établies par Orano : 78 millions d'euros ; et
- d'un taux de change euro/dollar américain plus élevé de 5 centimes (soit 1,09 au lieu de 1,04) : 21 millions d'euros.

NOTE 10 - CONTRATS DE LOCATION

DROIT D'UTILISATION – CONTRATS DE LOCATION

(en millions d'euros)	31 décembre 2021	Augmentation / Nouveaux contrats	Réduction / sorties de contrats	Dotations nettes aux amortissements	Autres variations	Ecarts de conversion	30 juin 2022
Actifs immobiliers	65	3	(0)	(6)	-	2	63
Autres actifs	18	7	(0)	(6)	-	0	19
Total	83	10	(1)	(12)	-	2	82

NOTE 11 - OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

PROVISIONS POUR OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au 31 décembre 2021	Reprises utilisées	Dépenses tiers	Révision de devis	Désactualisation	Autres variations	Valeurs nettes au 30 juin 2022
Provision pour démantèlement	5 827	(73)	(7)	-	103	(708)	5 140
Provision pour reprise et conditionnement des déchets	1 357	(31)	-	(0)	25	(56)	1 294
Provision pour gestion long terme des déchets et surveillance des sites	1 663	(7)	-	4	30	(287)	1 403
Provisions pour opérations de fin de cycle (loi *)	8 846	(111)	(7)	4	157	(1 051)	7 837
Provisions pour opérations de fin de cycle (hors loi *)	403	(8)	(0)	1	6	(63)	339
PROVISIONS POUR OPERATIONS DE FIN DE CYCLE	9 249	(119)	(8)	5	163	(1 114)	8 177

(*) Champ d'application de la loi du 28 juin 2006

Au 30 juin 2022, les reprises utilisées pour 119 millions d'euros correspondent aux dépenses des opérations de fin de cycle encourues par le groupe.

Les révisions de devis pour 4 millions d'euros de dotations découlent des volumes de déchets issus de l'exploitation du 1^{er} semestre 2022.

Les autres variations pour (1 114) millions d'euros proviennent principalement des impacts de changement de taux décomposés comme suit :

- le changement de taux d'actualisation qui passe de 3,56 % à 4,91 % pour (2 475) millions d'euros ;
- le changement du taux d'inflation long terme qui passe de 1,60 % à 2,10 % pour +1 082 millions d'euros ; et
- l'application du taux d'inflation de l'année en cours à 4,50 % en remplacement du taux d'inflation long terme de l'année précédente de 1,60 % qui engendre une hausse de la provision de 274 millions d'euros.

La contrepartie des impacts de taux pour (1 119) millions d'euros est décomposée comme suit :

- un produit financier de 453 millions d'euros (cf. note 6) ;
- une diminution des actifs quote-part propre de 655 millions d'euros et de l'actif sous-jacent pour 7 millions d'euros (cf. note 9) ; et
- une diminution des actifs quote-part tiers pour 4 millions d'euros.

Taux d'actualisation

Orano a retenu, au 30 juin 2022, une hypothèse de taux d'actualisation de 4,91 % et d'inflation à long-terme de 2,10 % (contre respectivement 3,56 % et 1,60 % au 31 décembre 2021).

Au 30 juin 2022, l'utilisation d'un taux d'actualisation réel supérieur ou inférieur de 10 bps au taux utilisé aurait eu pour effet de modifier le solde de clôture des provisions pour opérations de fin de cycle respectivement de -140 millions d'euros avec un taux de 5,01 % ou de +145 millions d'euros avec un taux de 4,81 %.

ACTIFS DE DEMANTELEMENT PART TIERS

Les actifs de démantèlement comprennent deux postes :

- Les actifs de démantèlement part groupe qui sont classés au bilan en immobilisations corporelles (cf. note 9) ;
- Les actifs de démantèlement part tiers (décrits dans cette note) correspondant au financement attendu de la part des tiers contribuant au démantèlement de certaines installations ou équipements dont Orano porte l'obligation légale ou contractuelle de démantèlement.

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au 31 décembre 2021	Diminution liée aux dépenses de l'exercice	Désactualisation	Changements d'hypothèses, révisions de devis et autres	Valeurs nettes au 30 juin 2022
Actifs de démantèlement – part tiers (loi *)	105	(7)	2	(4)	96
Actifs de démantèlement – part tiers (hors loi *)	5	(0)	-	-	5
Total actifs de démantèlement - part tiers	110	(8)	2	(4)	100

(*) Champ d'application de la loi du 28 juin 2006

ACTIFS FINANCIERS DE COUVERTURE DES OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2022		31 décembre 2021	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
Portefeuille de titres dédiés	7 372	7 431	8 450	8 618
Créances liées aux opérations de fin de cycle	63	63	63	63
Total actifs financiers de couverture	7 435	7 494	8 513	8 681
Dont actifs financiers de couverture (loi *)	7 372	7 431	8 450	8 618
Dont actifs financiers de couverture (hors loi *)	63	63	63	63

(*) Champ d'application de la loi du 28 juin 2006

Les créances liées aux opérations de fin de cycle correspondent à une créance sur EDF et le CEA, résultant du surfinancement de l'Andra assumé par Orano entre 1983 et 1999 (paiement par Orano de contributions réparties entre les exploitants nucléaires au-delà de sa quote-part).

Au 30 juin 2022 et au périmètre des obligations de fin de cycle relevant des articles L594-1 et suivants du code de l'environnement, les entités juridiques composant Orano présentaient un taux de couverture de 96,0 % des passifs de fin de cycle par les actifs dédiés (contre 98,6 % au 31 décembre 2021). Ce ratio de couverture est déterminé comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Provisions pour opérations de fin de cycle (loi *)	7 837	8 846
Actifs de démantèlement - Part Tiers (loi*)	96	105
Actifs financiers de couverture en valeur de marché (loi*)	7 431	8 618
Couverture des opérations de fin de cycle (loi *)	7 527	8 724
(Déficit)/Surplus de couverture (loi*)	(310)	(122)
Ratio de couverture des opérations de fin de cycle (loi*)	96,0%	98,6%

(*) Champ d'application de la loi du 28 juin 2006

NOTE 12 - INFORMATIONS RELATIVES AUX COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

QUOTE-PART DE RESULTAT NET DES COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2022	1 ^{er} semestre 2021
Cominak *	-	10
ETC	4	4
SInerGIE	(4)	(8)
Interim Storage Partner	-	-
Autres coentreprises	(1)	0
Total	(1)	5

* 2 mois d'activité antérieurs à la reprise des parts d'OURD à fin février 2021

TITRES DES COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Interim Storage Partner	8	7
Autres coentreprises	5	4
Total	13	12

QUOTE-PART DE SITUATION NETTE DEFICITAIRE DES COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
ETC	22	14
SInerGIE	4	6
Total	27	20

NOTE 13 - AUTRES ACTIFS NON COURANTS ET COURANTS

AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Dérivés sur opérations de financement	-	5
Autres actifs	169	156
Total	169	161

Les autres actifs comprennent des stocks d'uranium et des dépôts afin de financer les dépenses futures de réaménagement de sites miniers à l'étranger pour 100 millions d'euros au 30 juin 2022 (contre 95 millions d'euros au 31 décembre 2021).

AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Dérivés sur opérations de financement	3	2
Actifs financiers de gestion de trésorerie	299	300
Autres actifs financiers	13	13
Total	315	315

NOTE 14 - TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	30 juin 2022	31 décembre 2021
<i>(en millions d'euros)</i>		
Trésorerie	598	742
Equivalents de trésorerie	456	491
Valeur nette	1 054	1 232

Au 30 juin 2022, la trésorerie comprend une trésorerie non immédiatement disponible pour le groupe à hauteur de 207 millions d'euros (contre 252 millions d'euros au 31 décembre 2021) essentiellement liée à des restrictions juridiques à l'étranger pour 206 millions d'euros.

NOTE 15 - CAPITAL

La répartition du capital d'Orano s'établit de la manière suivante :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
Etat français	79,99 %	79,99 %
AREVA SA	0,01 %	0,01 %
Natixis (*)	10 %	10 %
CEA	1 action	1 action
MHI	5 %	5 %
JNFL	5 %	5 %
Total	100 %	100 %

(*) Dans le cadre d'un contrat de fiducie et à titre de sûreté pour le compte de certains prêteurs d'AREVA SA, AREVA SA a transféré 10 % du capital d'Orano SA à Natixis. En application du pacte d'actionnaires, il a néanmoins été convenu que les droits de vote dont dispose Natixis seront exercés exclusivement selon les instructions données par AREVA SA, dans le respect des dispositions du pacte.

NOTE 16 - AVANTAGES DU PERSONNEL

Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les engagements au 30 juin 2022 s'établit à 2,90 % pour la zone Euro (contre 0,90 % au 31 décembre 2021) et à 4,20 % pour la zone US (contre 2,40 % au 31 décembre 2021).

ANALYSE DU MONTANT NET COMPTABILISE

Au 30 juin 2022	Frais Médicaux et Prévoyance	Indemnités de fin de carrière	Médailles du Travail	Préretraites	Retraites Supplémentaires	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Dette actuarielle	3	306	8	552	44	912
Juste valeur des actifs de couverture	-	123	-	318	34	475
Montant net comptabilisé	3	183	8	234	10	438

VARIATION DE LA DETTE ACTUARIELLE

(en millions d'euros)	Frais médicaux et prévoyance	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Préretraites	Retraites supplémentaires	Total
Dettes actuarielles au 31 décembre 2021	3	351	8	639	48	1 050
Coûts des services rendus de la période		9		9		17
Coûts des services passés (inclut les modifications et réductions de régime)						-
Cessations / Liquidation / Réductions de plan						-
Charge de désactualisation		2		3		5
Cotisations employés						-
Transfert de régime						-
Charge avec impact compte de résultat	-	11	-	12	-	22
Ecart d'expérience						-
Ecart d'hypothèses démographiques						-
Ecart d'hypothèses financières (ajustement taux d'actualisation)		(43)		(68)	(3)	(113)
Charge avec impact autres éléments du résultat global	-	(43)	-	(68)	(3)	(113)
Prestations payées sur l'année		(13)		(32)	(2)	(46)
Acquisitions/Fusion						-
Ecarts de change						-
Dettes actuarielles au 30 juin 2022	3	306	8	552	44	912

NOTE 17 - AUTRES PROVISIONS

(en millions d'euros)	31 décembre 2021	Dotations	Provisions utilisées	Provisions devenues sans objet	Autres variations *	30 juin 2022
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de traitement	404	4	(19)	-	(19)	370
Autres provisions non courantes	2	-	-	(2)	-	0
Autres provisions non courantes	406	4	(19)	(2)	(19)	370
Provisions pour contrats déficitaires	203	17	(26)	(10)	0	184
Travaux restant à effectuer	1 863	85	(48)	(1)	(200)	1 699
Autres provisions courantes	378	18	(6)	(2)	(27)	362
Provisions courantes	2 444	120	(80)	(13)	(226)	2 245
Total provisions	2 850	124	(99)	(15)	(245)	2 615

* Dont (193) millions d'euros de désactualisation et de changement de taux d'actualisation et d'inflation comptabilisée en contrepartie du résultat financier (cf. note 6)

PROVISIONS POUR CONTRATS DEFICITAIRES

Les provisions pour contrats déficitaires concernent essentiellement le secteur Amont. L'écoulement du carnet de commandes sur l'année a conduit à des reprises de provisions pour 22 millions d'euros.

PROVISIONS POUR TRAVAUX RESTANT A EFFECTUER

Les principales dotations de l'exercice portent sur les coûts futurs de traitement et d'entreposage des déchets et rebuts générés par l'exploitation.

Les provisions utilisées de l'exercice portent sur les dépenses réalisées relatives au traitement et à l'entreposage des déchets et rebuts précédemment provisionnés.

Taux d'actualisation

Au 30 juin 2022, Orano a retenu une hypothèse des taux d'actualisation compris entre 4,78 % et 4,93 % et d'inflation à long-terme de 2,1 %.

Au 31 décembre 2021, Orano avait retenu une hypothèse des taux d'actualisation compris entre 3,02 % et 3,26 % et d'inflation à long-terme de 1,60 %.

Au 30 juin 2022, l'utilisation d'un taux d'actualisation réel supérieur ou inférieur de 10 bps au taux utilisé aurait eu pour effet de modifier le solde de clôture des provisions pour travaux restant à effectuer respectivement de -21 millions d'euros ou de +21 millions d'euros.

AUTRES PROVISIONS COURANTES

Au 30 juin 2022, les autres provisions courantes comprennent notamment :

- des provisions pour litiges ;
- des provisions pour garanties données aux clients ;
- des provisions pour assainissement courant ;
- des provisions pour remise en état des actifs en location ;
- des provisions pour restructurations et plans sociaux ;
- des provisions pour risques ; et
- des provisions pour charges.

NOTE 18 - DETTES FINANCIERES

<i>(en millions d'euros)</i>	Dettes non courantes	Dettes courantes	30 juin 2022	31 décembre 2021
Emprunts obligataires *	1 991	734	2 724	2 953
Intérêts courus non échus sur emprunts obligataires	-	45	45	58
Emprunts auprès des établissements de crédits	5	-	5	5
Avances rémunérées	159	99	258	242
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs **	-	62	62	123
Dettes financières diverses	2	-	2	1
Instruments financiers dérivés	7	39	46	59
Total	2 163	979	3 142	3 441

* après gestion des risques de taux

** dont compte courant financier créditeur envers la coentreprise ETC pour 43 millions d'euros (contre 55 millions d'euros au 31 décembre 2021)

VARIATIONS DES DETTES FINANCIERES

(en millions d'euros)

Valeur au 31 décembre 2021	3 441
Flux de trésorerie	(376)
Flux non monétaires :	
Intérêts courus non échus sur emprunts	45
Ecart de conversion	41
Autres variations	(10)
Valeur au 30 juin 2022	3 142

Les flux de trésorerie des Dettes Financières comprennent principalement le remboursement de la souche obligataire à échéance mars 2022 pour 200 millions d'euros.

Réconciliation des flux de trésorerie des dettes financières entre la note des Dettes Financières et les flux liés aux opérations de financement :

(en millions d'euros)

Flux de trésorerie des Dettes Financières	(376)
Intérêts versés	55
Instruments financiers - actif	55
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	51
Flux de trésorerie des Dettes Financières inclus dans le Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(216)

EMPRUNTS OBLIGATAIRES

<i>Date d'émission</i>	Valeur au bilan <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Nominal <i>(en millions de devises)</i>	Taux nominal	Échéance
23 septembre 2009	757	EUR	750	4,875 %	23 septembre 2024
20 mars 2014	734	EUR	730	3,125 %	20 mars 2023
23 avril 2019	740	EUR	750	3,375 %	23 avril 2026
8 septembre 2020	494	EUR	500	2,75 %	08 mars 2028
TOTAL	2 724				

La juste valeur de ces emprunts obligataires est de 2 611 millions d'euros au 30 juin 2022.

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DETAILLES PAR CATEGORIES

30 juin 2022

Actif

(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Actifs non financiers	Actifs financiers		Juste valeur
			Au coût amorti	A la juste valeur par résultat	
Actifs non courants	7 604	49	781	6 774	7 614
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	7 435		* 682	6 753	7 494
Autres actifs non courants	169	49	99	22	120
Actifs courants	2 771	528	1 886	357	2 243
Clients et comptes rattachés	797		797		797
Autres créances opérationnelles	560	488	49	24	72
Autres créances non opérationnelles	44	40	4		4
Autres actifs financiers courants	315		13	302	315
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 054		1 023	32	1 054
Total actif	10 375	578	2 666	7 131	9 857

* Y compris les FCP obligataires pour 628 millions d'euros.

(en millions d'euros)	TOTAL
Actifs financiers de couverture valorisés au coût amorti	682
Actifs financiers de couverture valorisés à la juste valeur par résultat	6 753
Actifs financiers de couverture (valeur au bilan)	7 435
Variation de juste valeur des actifs au coût amorti (FCP obligataires)	59
Juste valeur des actifs financiers de couverture	7 494
Autres actifs financiers valorisés à la juste valeur par résultat	378
Juste valeur des actifs financiers analysée par technique d'évaluation	7 872
Autres actifs financiers valorisés au coût amorti	1 984
Juste valeur des actifs financiers	9 857

Décomposition des actifs valorisés à la juste valeur par technique d'évaluation

(en millions d'euros)	Niveau 1 Cours cotés non ajustés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables	Total
Actifs non courants	6 396	1 097	22	7 515
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	6 396	1 097		7 494
Autres actifs financiers non courants			22	22
Actifs courants	330	27		357
Autres créances opérationnelles		24		24
Autres actifs financiers courants	299	3		302
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32			32
Total actif	6 727	1 124	22	7 872

Passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Passifs non financiers	Passifs financiers		Juste valeur
			Au coût amorti	A la juste valeur par résultat *	
Passifs non courants	2 231		2 224	7	2 121
Dettes financières non courantes	2 163		2 156	7	2 053
Dettes de location non courantes	68		68		68
Passifs courants	2 992	203	2 540	249	2 776
Dettes financières courantes	979		936	43	966
Dettes de location courantes	24		24		24
Fournisseurs et comptes rattachés	908		908		908
Autres dettes opérationnelles	1 069	202	661	206	868
Autres dettes non opérationnelles	11	1	10		10
Total passif	5 223	203	4 764	256	4 898

* Niveau 2

31 décembre 2021

Actif

(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Actifs non financiers	Actifs financiers		Juste valeur
			Au coût amorti	A la juste valeur par résultat	
Actifs non courants	8 674	50	635	7 989	8 792
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	8 513		543 *	7 971	8 681
Autres actifs non courants	161	50	92	19	111
Actifs courants	2 836	552	1 824	459	2 284
Clients et comptes rattachés	639		639		639
Autres créances opérationnelles	610	514	55	41	96
Autres créances non opérationnelles	40	38	2		2
Autres actifs financiers courants	315		13	302	315
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 232		1 116	116	1 232
Total actif	11 511	603	2 459	8 449	11 076

* Y compris les FCP obligataires pour 454 millions d'euros.

(en millions d'euros)	TOTAL
Actifs financiers de couverture valorisés au coût amorti	543
Actifs financiers de couverture valorisés à la juste valeur par résultat	7 971
Actifs financiers de couverture (valeur au bilan)	8 513
Variation de juste valeur des actifs au coût amorti (FCP obligataires)	168
Juste valeur des actifs financiers de couverture	8 681
Autres actifs financiers valorisés à la juste valeur par résultat	478
Juste valeur des actifs financiers analysée par technique d'évaluation	9 160
Autres actifs financiers valorisés au coût amorti	1 916
Juste valeur des actifs financiers	11 076

Décomposition des actifs valorisés à la juste valeur par technique d'évaluation

(en millions d'euros)	Niveau 1 Cours cotés non ajustés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables	Total
Actifs non courants	7 533	1 154	14	8 700
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	7 533	1 149		8 681
Autres actifs financiers non courants		5	14	19
Actifs courants	417	43		459
Autres créances opérationnelles		41		41
Autres actifs financiers courants	300	2		302
Trésorerie et équivalents de trésorerie	116			116
Total actif	7 949	1 197	14	9 160

Passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Passifs non financiers	Passifs financiers		Juste valeur
			Au coût amorti	A la juste valeur par résultat (*)	
Passifs non courants	2 983		2 981	3	3 159
Dettes financières non courantes	2 915		2 912	3	3 090
Dettes de location non courantes	69		69		69
Passifs courants	2 260	167	2 001	93	2 094
Dettes financières courantes	526		465	62	527
Dettes de location courantes	23		23		23
Fournisseurs et comptes rattachés	851		851		851
Autres dettes opérationnelles	857	166	660	31	691
Autres dettes non opérationnelles	3	1	2		2
Total passif	5 243	167	4 982	95	5 253

(*) Niveau 2

NOTE 20 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère Orano SA et ses filiales, ainsi que les transactions entre les filiales du groupe et les activités conjointes ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Les transactions avec les parties liées comprennent :

- les opérations courantes réalisées avec les sociétés non consolidées, les entreprises associées, les coentreprises et en particulier, les sociétés contrôlées par l'Etat ; et
- les rémunérations brutes et avantages attribués aux administrateurs et membres du Comité exécutif.

La nature des opérations avec les parties liées n'a pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2021.

NOTE 21 - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
ENGAGEMENTS DONNES	894	687
Engagements donnés liés à l'exploitation	874	658
• <i>Garanties de marché données</i>	797	584
• <i>Autres garanties liées à l'exploitation</i>	77	75
Engagements donnés liés au financement	7	15
Autres engagements donnés	13	13
ENGAGEMENTS RECUS	107	111
Engagements reçus liés à l'exploitation	101	105
Engagements reçus liés au financement	0	0
Autres engagements reçus	6	7
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	1 131	1 189

Les engagements réciproques concernent principalement les lignes de crédit non utilisées et les commandes d'investissements.

Au cours du 1^{er} semestre 2022, Orano a refinancé par anticipation sa ligne de crédit syndiqué renouvelable ou Revolving Credit Facility (RCF) pour un montant total de 880 millions d'euros avec une marge indexée sur des critères environnementaux et de gouvernance. Cette nouvelle ligne de crédit syndiqué confirmée, signée avec un pool constitué de 10 banques, a une maturité de 5 ans assortie de deux options d'extension d'un an chacune, exerçables en 2023 et 2024, et remplace la ligne de crédit non tirée conclue en juillet 2018.

NOTE 22 - LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

Orano est impliqué dans certaines procédures réglementaires, judiciaires ou arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de ses activités. Le groupe fait également l'objet de certaines demandes, actions en justice ou procédures réglementaires qui dépassent le cadre du cours ordinaire de ses activités, dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Uramin

Les sociétés Orano SA et Orano Mining se sont constituées parties civiles, en juin 2018, dans le volet « acquisition » de l'instruction judiciaire ouverte dans l'affaire Uramin, à la suite d'un « avis à victime » reçu par AREVA SA en 2015 de la part du juge d'instruction en charge de l'affaire. Le groupe Orano entend, au travers de la constitution de partie civile d'Orano SA et Orano Mining, assurer la défense de ses intérêts. L'instruction judiciaire est toujours en cours et aucune date concernant un éventuel jugement n'a été fixée à ce jour.

Enquêtes

La société a connaissance depuis le 28 novembre 2017 d'une enquête préliminaire ouverte par le Parquet National Financier fin juillet 2015 au sujet d'une opération de trading d'uranium réalisée en 2011. Elle a aussi appris, le 23 novembre 2020, l'ouverture d'une information judiciaire dans ce même dossier et depuis le 27 août 2018, d'une enquête sur les circonstances de l'octroi de licences minières en Mongolie. Orano collabore avec les autorités judiciaires dans le cadre de ces procédures judiciaires, qui suivent leur cours. S'il s'avérait qu'il y a eu des détournements ou tout autre acte qui soit susceptible d'avoir porté préjudice au groupe, Orano intenterait les actions judiciaires nécessaires à la défense de ses intérêts.

Otages d'Arlit

Le 6 octobre 2016, le gérant d'une société de protection a assigné les sociétés AREVA SA et Orano Cycle SA (devenue depuis Orano Démantèlement SAS) devant le tribunal de grande instance de Nanterre, en vue d'obtenir paiement d'une rémunération de succès qu'il prétend due au titre de services qu'il aurait rendus au groupe AREVA au Niger entre septembre 2010 et octobre 2013. AREVA SA et Orano Cycle SA (Orano Démantèlement SAS) considèrent que ces prétentions sont infondées. En parallèle de cette procédure, les parties à ce litige ont tenté de régler leur différend au travers d'une médiation judiciaire, laquelle n'a pas abouti malgré les efforts d'AREVA et d'Orano pour trouver un compromis. La procédure au fond a donc repris son cours en 2020. Même dans le cas où le tribunal ne suivrait pas la position du groupe Orano, l'impact financier serait limité, mais pourrait s'accompagner d'autres conséquences indirectes, par exemple médiatiques.

Le 1^{er} juin 2022 Orano Démantèlement SAS a été informée de l'existence d'une information judiciaire ouverte sur le chef notamment de '*blesures involontaires par la violation manifestement délibérée d'une obligation de prudence*' concernant l'enlèvement d'otages sur le site d'Arlit en septembre 2010 et a été convoquée le 8 juillet 2022 par le magistrat en charge de ce dossier pour y être entendu en qualité de témoin assisté.

Katco

Katco est actuellement en litige avec le ministère de l'Énergie kazakh en raison du refus de ce dernier de signer l'avenant 10 au contrat d'utilisation du sous-sol portant sur les modifications apportées au programme d'extraction de 2020 à 2034. Le 24 décembre 2020, Katco a déposé une réclamation devant la Cour suprême de la République du Kazakhstan contestant la position et les inactions du ministère de l'Énergie en vue de la signature de cet avenant. Par une décision du 24 mai 2021, la Cour Suprême a rejeté la réclamation de Katco sans décision au fond. Un pourvoi en cassation a été déposé en novembre 2021 contre cette décision de rejet afin d'obtenir une décision sur le fond. En janvier 2022, ce pourvoi a été rejeté. Il reste la possibilité pour Katco de faire un recours auprès du Président de la Cour Suprême, dans un délai de 6 mois. A date, cette action n'a pas été engagée, pour laisser le temps au processus de conciliation mentionné ci-dessous de poursuivre son cours.

En parallèle de la poursuite de l'action judiciaire lancée par Katco, cette dernière, le ministère de l'Energie et le ministère de la Justice ont initié une démarche de conciliation visant à régler la situation. Les évolutions de cette démarche sont décrites dans les événements marquants de la période (cf. note 1). Pour rappel, en l'absence de signature de l'avenant 10, la capacité de Katco à opérer dans le moyen terme à sa capacité contractuelle pourrait être affectée, et la valeur des actifs miniers du groupe pourrait être impactée.

Recours contre certaines décisions administratives concernant les activités du groupe Orano

Les activités du groupe Orano nécessitent l'obtention d'autorisations ou de décisions administratives diverses (telles que des arrêtés préfectoraux, des permis de construire, etc.). Ces décisions font parfois l'objet, en France et de la part d'associations, de recours, qui peuvent dans certains cas avoir un impact sur le calendrier de réalisation des activités concernées.

Procédures et contentieux fiscaux

Le groupe comprenant des entités localisées dans différents pays, fait régulièrement face à des contrôles de la part des autorités fiscales et douanières locales. Plusieurs contrôles ainsi que des procédures ou contentieux en matière fiscale et douanière ont été engagés ou sont en cours devant ces mêmes autorités ou devant les tribunaux mais aucun ne devrait donner lieu ou n'a donné lieu à des charges fiscales matérielles pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers. Le groupe considère qu'il dispose de solides moyens de défense et qu'il met en œuvre les procédures légales à sa disposition pour prévenir tout dénouement défavorable.

Passifs éventuels

Le groupe est propriétaire de matières uranifères et thorifères en attente de filières qu'il ne valorise actuellement pas dans leur totalité. Après traitement, ces matières devraient apporter des avantages économiques dans le futur au groupe. Néanmoins, en cas de changement de réglementation ou d'un constat d'hypothèses économiques irréalisables, le groupe pourrait être amené à constituer des provisions au titre du traitement et du stockage de ces matières.

NOTE 23 - CARNET DE COMMANDES

Au 30 juin 2022, le carnet de commandes d'Orano s'élève à 26,5 milliards d'euros.

NOTE 24 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE LA PERIODE

Le 12 juillet 2022, Natixis, en qualité de fiduciaire de la fiducie constituée par AREVA SA au bénéfice de Siemens Bank, a cédé 26 415 277 actions d'Orano SA à l'État, soit environ 10 % du capital, ce qui a notamment permis le remboursement par AREVA SA du prêt consenti par Siemens Bank. En conséquence, Natixis n'est plus actionnaire d'Orano SA. Le 13 juillet 2022, l'État a acquis 29 074 actions d'Orano SA auprès d'AREVA SA, soit environ 0,01 % du capital. Depuis cette date, le capital d'Orano SA est détenu par l'État à hauteur d'environ 90 %, le CEA à hauteur de 1 action, JNFL à hauteur de 5 %, et MHI à hauteur de 5 %.